

ÇA SUFFIT !

Austérité et discrimination syndicale

Lors du dernier conseil territorial, le Président a choisi de remercier les Villes et son administration pour avoir fait «*les efforts de fonctionnement nécessaires pour ne supprimer aucun service public aux habitants*» [...] efforts sur «*l'ensemble de ses moyens et singulièrement de ses ressources humaines*».

Pas un mot pour les agents qui rendent pourtant au quotidien ce service public aux habitants !

Monsieur le Président, Messieurs les maires des Villes, nous ne sommes pas des variables d'ajustement ! Nous ne sommes pas des dépenses de fonctionnement !

Vos « efforts » ce sont les agents qui les font et dans des conditions de travail dégradées :

- Effectifs incomplets, charge de travail augmentée, management inadapté dans certains équipements, conditions de travail pénibles et locaux inadaptés pour certains ;
- Avancements de grade parcimonieusement accordés, alors que le point d'indice est bloqué depuis plus de 10 ans et que l'inflation pèse sur notre pouvoir d'achat ;
- Des discussions sur les régimes indemnitaires au point mort depuis 2 ans, des NBI non versées ;
- Un turn-over incessant dans les directions support, RH notamment ;
- Des CDD qui ne sont pas transformés en CDI, alors que les collègues y ont droit ;
- Un pôle Gestion carrière-paie en sous-effectif chronique qui entraîne, malgré le dévouement de nos collègues, des salaires non versés, des suivis de carrières non effectués, plaçant ainsi certains agents en très grandes difficultés financières ;
- Une santé au travail laissée pour compte, avec des très grandes souffrances pour certains collègues, des accidents de travail ou de trajet non reconnus ;
- Un dialogue social inexistant, une discrimination syndicale avérée, licenciement de représentants du personnel, bafouant ainsi la représentativité de tous les agents.

Quelle est la prochaine étape ?

**La restriction du droit de grève ? L'extension du travail du dimanche ?
La remise en cause des congés et RTT ? Travailler plus pour gagner moins ?**

La CGT Est Ensemble demande l'arrêt immédiat de ces politiques d'austérité, une reconnaissance du travail des agents par de vraies négociations sur les questions salariales (indemnités, avancements, promotion interne, effectifs), d'organisation (réorganisations, télétravail) et de santé au travail.

Dans ce contexte extrêmement violent, la CGT Est Ensemble a choisi de ne plus siéger dans des instances de dialogue social et demande comme préalable :

la réintégration immédiate de notre camarade et collègue injustement licencié

**La CGT Est Ensemble est à vos côtés pour vous aider et vous conseiller dans vos démarches
Permanences tous les lundis de 9h à 12h au Quadrium ou par mail cgt@est-ensemble.fr**

Pour retrouver toute l'actualité syndicale, nous contacter, adhérer :

cgtestensemble.blog / [facebook/cgtestensemble](https://facebook.com/cgtestensemble)